



ENSEMBLE POUR GAGNER !



Le niveau d'inflation va bientôt atteindre et, sans doute, dépasser d'ici la fin de l'année les 7% et les prix des produits de première nécessité flambent. De nombreux ménages, cet hiver, vont devoir choisir entre remplir leur frigo ou se chauffer. Le revenu réel des ménages a chuté de 1,9% au premier trimestre 2022.

Dans ce contexte, que ce soit dans les raffineries, l'agroalimentaire, les crèches, les transports publics, l'énergie et nucléaire, les organismes sociaux, les banque-assurances, les services informatiques, la maintenance industrielle, l'éducation, la santé, le commerce, la métallurgie... les salarié.e.s de très nombreux secteurs professionnels se mobilisent depuis des mois dans leurs entreprises ou leurs services pour revendiquer et gagner de légitimes

Aujourd'hui, le compte n'y est pas !

Le gouvernement tente de museler la juste revendication du monde du travail et a franchi une limite inadmissible en procédant aux réquisitions des salariés, par les préfectures, dans différentes raffineries ou dépôts de carburant. Cette procédure déjà condamnée par l'OIT constitue une atteinte inacceptable au droit constitutionnel de grève et aux libertés fondamentales.

Aujourd'hui, la mobilisation gagne des secteurs de plus en plus nombreux dans le privé comme dans le public. Les actions menées par les personnels, avec leurs organisations syndicales, doivent permettre l'ouverture de nouvelles négociations et des avancées salariales significatives.

C'est maintenant qu'il faut se mobiliser dans tous les secteurs professionnels, public comme privé, dans les organisations de jeunesse, chez les retraités et les privés d'emploi.

augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, des emplois de qualité. Les salariés ne peuvent plus se contenter de miettes issues de leur production et ils aspirent légitimement à maîtriser leur travail et le fruit de celui-ci.

Les jeunes se mobilisent aussi, pour leurs conditions de vie et d'études ainsi que pour une réforme des bourses ambitieuse. Les retraités revendiquent une augmentation de leur pension leur permettant de vivre dignement.

Dans le même temps, les citoyens réclament plus de moyens humains et financiers pour retrouver des services publics de qualité et de proximité. Il en est de même pour notre système de protection sociale détruit progressivement à grands coups d'exonération de cotisations et de remise en cause des droits acquis.

Pour l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, et l'amélioration des conditions de vie et d'études, pour la défense des services publics et du système de protection sociale, contre la réforme des retraites voulue par Macron et pour la **défense du droit de grève**

Grève et rassemblement le mardi 18 octobre à 14h30 devant la Préfecture de Bourg en Bresse

